

> RiPOSTE dans les quartiers populaires

Tensions avec la police à Rillieux-la-Pape:

Sur décision du ministère de l'intérieur, les 40 gendarmes de Rillieux sont remplacés par 71 policiers. Les habitants voient la différence (« ratissages » dans les cages d'escalier, multiplication des contrôles d'identité et des fouilles, hélicoptère survolant la ville le jour de l'aïd, arrestations tendues...), même les élus locaux demandent aux policiers d'« améliorer leur relationnel ». La riposte ne s'est pas faite attendre, les « nationaux » ont vite subi caillassages et tirs de carabine.

Chasse à la survie

Depuis juin les articles pleuvent sur la « prolifération inquiétante » des vendeurs à la sauvette, régurgitant toujours la parole préfectorale. Ou comment faire mousser la peur sur le dos de la survie. Ainsi au début de l'été le préfet de police de Paris fait arrêter son chauffeur qui passe devant un vendeur d'eau à la sauvette, et coffre lui-même ce sans-papiers mis ensuite en rétention. Le buzz médiatique gonfle de plus belle, et les vendeurs sont réellement harcelés. Puis le 19 août Lamine N. traverse la voix du métro Trocadéro pour fuir un contrôle policier. Électrocuté, il frôle la mort. Deux jours après une centaine de vendeurs s'affronte aux flics sous la Tour Eiffel... Quelques arrestations. Le 30 août cette fois plus de cent flics en civil se déploient au Trocadéro. La presse est conviée. Cinquante gardes-à-vue environ : rappels à la loi, déferrements au parquet, OQTF et autres procédures tombent. Depuis la LOPPSI 2, la loi préconise 3750€ d'amende et 6 mois d'emprisonnement pour la vente sauvage. Ça n'arrêtera ni la misère ni la débrouille en découlant.

Rattrapé par sa fonction sociale

Le 1er août à Nanterre un groupe de représentants de l'ordre armée de Taser est la cible de jets de pierre. À l'origine de ces heurts, un

maton venue passer une visite médicale dans le quartier Pablo-Picasso est reconnu par un ancien détenu de la maison d'arrêt où sévit le représentant de l'administration pénitentiaire. Rattrapé par sa fonction sociale le surveillant a du se réfugier dans le centre de santé avant d'appeler les condés au secours.

Dans le quartier d'Amiens-nord

Le dimanche 21 août, à deux reprises les forces de l'ordre sont la cible de jets de pierres et tirs de mortiers ou feux d'artifices. Depuis une vingtaine de jours le quartier est le théâtre d'une série d'affrontements. Ce dimanche la police dégage gaz lacrymogène et flashball, un jeune homme passant à proximité est touché à la tempe par une balle en caoutchouc. 5 jours d'ITT, le jeune homme porte plainte, mais la police se couvre, l'accuse à son tour : garde à vue à la sortie de l'hôpital, il est mis en examen...

> Le 100^{ème} numéro

Depuis 2002 que le réseau Résistons Ensemble contre les violences policières et sécuritaires existe nous voici au 100^{ème} numéro de ce petit bulletin d'information, un format recto verso facile à photocopier, diffuser... combien le lisent, combien le distribuent autour d'eux ? En tout cas il est à l'image du réseau, réalisé sans une thune mais avec une bonne dose d'envie et d'huile de coude, une liste de contributeurs qui s'allonge à chaque numéro. Son ambition, briser l'isolement, faire circuler l'information, l'expérience, donner la parole aux luttes, porter une voie muselée dans les médias, favoriser l'auto-organisation... Alors cet outils est le vôtre, à vos stylos... Résistons Ensemble : bulletins, les maillings-listes d'information et de débat, guides juridiques, réflexion information - <http://resistons.lautre.net/> - contact : contact@resistons.lautre.net

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ENSEMBLE

Bulletin
Sept. 2011 n° 100

Recevoir ce bulletin par Internet : resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>
Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

« Fuck tha Police » et eau minérale

Il y a celui qui a pris une bouteille d'eau minérale, l'autre un paquet de chips ou un smartphone, l'autre encore qui a taggé « fuck tha police », d'autres qui ont gueulé contre les dealers ayant profité de leur révolte... Ce n'était pas net, pas pur ; pas de programme en 10 points, pas de partis ni de comités, de dirigeants même pas une coordination. C'était un tsunami de jeunes, imprévisible, puissant qui a déferlé sur le Royaume-Uni pendant les journées qui ont suivi l'assassinat, le 4 août, de Mark Duggan, 29 ans, d'origine antillaise par la police de Londres. Pendant quelques jours des foules ont tenu tête aux politiciens, à l'État, à la police... Il y en a un qui disait : « Je pourrais enfin raconter quelque chose à mes petits enfants », l'autre rajoutait « Nous n'avons rien fait de spécial, juste on a pu agir nous mêmes ». Évidemment, ça n'a pas raté, « racailles », « sauvages », « sous-classe criminelle », « consommateurs », « confus », « diviseurs », « pas clairement anti-capitalistes »... Médias, pouvoirs, partis ont bavé sur eux. Médusés et tremblants. Oh, que les mêmes pouvaient s'extasier sur la beauté des révolutions arabes, ces « braves gens pacifiques » qui renversent les tyrans trop compromis... à condition qu'ils sachent s'arrêter à temps et qu'ils se contentent d'établir une démocratie occidentale, une dictature

maquillée L'Oréal. Mais quand en Tunisie, en Égypte on commence à toucher à la police, à l'armée, aux biens alors ça non, s'il vous plaît, pas d'excès ! Alors quand, au Royaume-Uni, au cœur du système, faute de dictateur, une partie du peuple, les plus opprimés, exploités, victimes du racisme, bref le sel de la terre ose toucher aux deux piliers du capitalisme « démocratique », à savoir la police et la propriété privée, c'est la haine de classe. La justice britannique a bien compris que l'essentiel n'était pas les vols de mp3 ou d'écrans plats, mais le fait d'avoir osé se révolter ensemble, spontanément, d'avoir touché aux symboles du système. Comme l'avait fait ce jeune homme qui, pour avoir volé un pack d'eau, a pris 6 mois ferme (!). Et chez nous, en France ? Ça n'a pas plu non plus. Solidarité niveau presque zéro. Comme en 2005. Ce qui est à la mode, quand ce n'est pas les élections, c'est « l'indignation ». Le 14 juillet dernier, lors de la marche des « indignés » parisiens, la banderole portée par des jeunes des quartiers : « Quartiers populaires - crimes policiers, discrimination, chômage - ya basta ! » a vainement été priée de quitter le premier rang. Elle aurait « dénaturé » l'indignation, elle était « trop politique ». C'est quoi la politique ?

> Belleville lab's

Ce quartier de Paris est un enjeu central pour les autorités qui y mènent une gestion sécuritaire sur trois fronts entre autres. D'abord depuis environ cinq ans une guerre de basse intensité est menée contre les centaines de biffins revendant à la sauvette sur le boulevard entre les métros Colonel Fabien et Couronnes. Chassé-croisé permanent avec la police, ponctué de confiscation des marchandises, de coups, d'arrestations. La répression s'accroît depuis huit mois avec une Brigade Spécialisée de Terrain de 25 hommes suréquipés patrouillant chaque jour entre 14h et 22h30 (parallèlement les « correspondants de nuit » de la mairie de Paris, avatars de la démultiplication des formes de surveillance de la rue, ont élargi leurs rondes de quartier). Exemple : le 20 mai dernier une ridicule manif d'associations de riverains, petits commerçants et élus exige plus de flics, qui le 1^{er} juin chargent sans préavis les biffins et passants. Quelqu'un résiste et se fait tabasser au sol, des affrontements éclatent alors qu'à deux pas des vigiles municipaux reprennent le contrôle du gymnase de la Fontaine-auroi occupé par des sans-papiers tunisiens. Début août encore, dix fourgons se déploient pour expulser quelques Tunisiens de la cave qu'ils squattent. La survie de ces harragas dans le quartier est un autre enjeu de maintien de l'ordre, alors que la mairie de Paris vient de mettre fin au plan d'hébergement d'urgence déjà extrêmement restrictif qui leur était destiné. Troisième front : le 29 juin, dix jours après la deuxième manif de Chinois parisiens pour plus de sécurité (dont le réseau d'assos organisatrices est un panier de crabes récupérant une colère légitime face à certaines agressions), Guéant visite des restos du coin pour à la fois nourrir et répondre à la demande de plus de police. Diviser pour mieux régner. Un laboratoire donc, où, du gouvernement aux mairies en passant par la préf, on agit pour maintenir l'ordre public dans un des derniers quartiers populaires – en voie d'embourgeoisement – de la capitale.

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Beau comme des centres de rétention qui flambent

Le CRA de Lyon St-Exupéry a brûlé le 28 juillet dernier, ce qui a entraîné 19 hospitalisations, dont 14 flics. Les 68 sans-papiers enfermés ont été évacués vers les CRA de Nîmes et de Toulouse. 8 sans-papiers sont gardés à vue suite à l'incendie, 4 d'entre eux ont été incarcérés. Le CRA rouvrira partiellement (15 places) quelques jours plus tard : pour les autorités il s'agit d'expulser un maximum sans perdre de temps !

Hommage à celui qui a été poursuivi par la police à Neuilly et qui en est mort

Lundi 29 Août, il est 2h du matin à Neuilly-sur-Seine, un homme circule à scooter, des flics décident de le contrôler et le prennent en chasse. L'homme ne s'arrête pas, il s'enfuit, grille un feu rouge et percute une voiture. Il meurt sur le coup. Il avait 30 ans et habitait la cité Fournier à Clichy-la-Garenne. Voilà tout ce que nous apprendra la presse, mais voilà aussi ce qu'elle ne dit pas : cet homme dont nous ignorons le nom a perdu la vie pour avoir croisé la route de policiers comme près d'une centaine d'autres ces dix dernières années. Il est mort sur son scooter ou sa moto suite à une course poursuite avec des flics comme Mohamed Berrichi à Dammary en 2002, Nourredine à Montpellier en 2006, Larami et Mushin à Villiers le bel en 2007, Yacou à Bagnolet en 2009, Ben à Nanterre il y a 2 mois à peine et combien d'autres dont nous ignorons l'existence. Nous ne les oublions pas.

Un été à Montreuil-Bagnolet : expulsions, siège policier, campements

Les habitants de la rue des Sorins (lire RE 99) ont finalement été expulsés le samedi 30 juillet à 7 heures du matin : plus de 60 cars de CRS ont littéralement occupé tout le quartier jusqu'au lendemain. Au cours de l'expulsion la police a fait le tri entre ceux qui avaient des papiers et les autres emmenés au commissariat de Bobigny.

L'après midi la police a pris en nasse tous ceux, expulsés ou soutiens, qui s'étaient retrouvés sur la place de la fraternité, et embarqué environ 60 personnes en les matraquant, elles ont été relâchées en début de soirée. L'intention était claire : il fallait disperser, faire disparaître tout le monde. Le dimanche matin une manif contre toutes les expulsions a rassemblé près de 200 personnes, là encore la présence policière était massive et menaçante. Bien décidés à rester solidaires, les expulsés des sorins ont refusé les propositions habituelles de quelques places à l'hôtel pour 15 jours et se sont installés place de la république jusqu'à la fin du mois d'Août. Le campement des expulsés s'est finalement déplacé sur le terrain de foot du stade André Blain, boulevard de Chanzay. Point d'info sur place tous les soirs à 18h et cantine de solidarité tous les mercredis à 19h.

A deux pas de là, la mairie de Bagnolet a fait expulser une vingtaine de personnes qui vivaient au 178 rue Robespierre, dans un immeuble lui appartenant depuis 2 ans (mais squatté depuis 1995!). Depuis, la police harcèle les expulsés, leur interdit de rester devant l'immeuble, autrement que sur des chaises ou debout, et intervient pour détruire toute installation. Une nouvelle Manif pour leur relogement et contre toutes les expulsions aura lieu samedi 10 septembre à 14h, départ devant le squat.

La mort de Mahamadou Marega... comment la justice s'achemine vers un non lieu ou un procès bidon

Le 29 novembre à Colombes (92), Mahamadou Marega était mort entravé dans l'ascenseur. Dix policiers de la brigade anti-criminalité lui auraient administré « deux bon coups » de matraque, des gaz lacrymos et six décharges de Taser. Au début les experts ont conclu à « une insuffisance respiratoire massive par inhalation de gaz dans un contexte de plusieurs contacts par tir de Taser ». C'était, sans doute, trop compromettant pour la police. Nouvelle expertise donc, maintenant on est à la drépanocytose – maladie des globules

rouges qui peut se muer en crise mortelle lors d'un fort stress. Le 8 juillet le juge d'instruction a refusé la confrontation avec des policiers. Tout est en marche pour dédouaner les policiers. (voir : le Canard enchaîné du 13/7/2011, aussi RE de janvier 2011)

> SUR LE VIF

« La France, c'est fini, faut vous réveiller »

25 août, Paris 13^e. « Le bus est resté à l'arrêt 20 minutes car un jeune d'une quinzaine d'année mesurant approximativement 1m60, maigre comme un clou et de couleur noire a été arrêté par 5 agents du Groupement de protection et de sécurisation des réseaux (GPSR) de la RATP (...) Lorsque l'un des agents a commencé à étrangler le jeune fraudeur et à lui mettre des coups de pied (...) tout le monde, y compris le chauffeur, est descendu du bus. Avec d'autres usagers révoltés par une telle disproportion de violence, j'ai décidé d'intervenir en demandant aux agents de sécurité d'arrêter. L'un d'eux m'a répondu "Vous m'avez vu le frapper ? Et bien non je ne l'ai pas frappé." Nous avions pourtant tous bien vu. Par la suite 5 nouveaux policiers ayant pour mission de verbaliser le délinquant fraudeur ont fait irruption. (...) une policière est venue me voir pour me dire : "Madame on est en France ici!". J'ai répondu "Si c'est ça la France, c'est qu'elle n'existe plus!", ce à quoi elle a rétorqué "Oui ça fait longtemps que c'est fini la France, faut vous réveiller". (...) je n'ai pas de mots pour décrire cette impression révoltante d'Etat de non-droit, d'inutile provocation avec un air de puissance et d'impunité qui se dégageait hier soir. Mon expérience n'est certainement pas unique. »



Incendie de Vincennes

En mars 2010 les dix inculpés de l'incendie du camp de rétention de Vincennes (22 juin 2008) étaient condamnés à des peines allant de 8 mois à 3 ans de prison ferme. Six ont fait appel. **Nouveau procès du 6 octobre au 4 novembre** tous les jeudi et vendredi après-midi - Cour d'appel du tribunal de grande instance de Paris - Métro Cité. La lutte continue.